

# la Lettre du CESER

Midi-Pyrénées • Languedoc-Roussillon

n° 4 • décembre 2016

## Actualité de l'activité CGT

*La plénière du CESER s'est tenu le jeudi 24 novembre à l'université de Montpellier.*

Jean-Louis Chauzy a introduit les travaux de l'assemblée par une intervention portant sur la défense de l'industrie. Il a pris l'exemple de Latécoère pour remettre en question le rôle des fonds de pension dans le financement de l'économie. Il a aussi demandé un plan d'urgence sur l'automobile face aux situations de la SAM et de la Bosch rodez.

L'assemblée a examiné l'avis sur la contribution du CESER au débat public sur la 3e ligne de métro à Toulouse. L'avis du CESER a été voté par 188 voix pour et 5 contre (SUD, FSU).

L'assemblée a examiné les orientations budgétaires de la région, nouvellement Occitanie. L'avis du CESER a été voté par 162 voix Pour, 29 Contre (CGT, SUD, FSU) et 3 abstentions.

Il est à souligner que les avis donnés par le groupe CGT CESER se sont appuyés sur une consultation des membres des Comités Régionaux, ainsi que sur le débat initié au comité régional Midi-Pyrénées sur la 3e ligne de métro.

### DÉCLARATION CGT SUR LA CONTRIBUTION DU CESER AU DÉBAT PUBLIC

En préambule, la CGT tient à souligner le succès du débat public sur la 3e ligne de métro. Les échanges sur le transport se sont vite transformés en débat sur les aménagements à venir de la région toulousaine. La CGT souhaite que l'ensemble des suggestions puissent être étudiées par la SMTC-Tisséo afin de répondre aux interrogations des usagers.

Pour la CGT, apporter une réponse aux besoins de transport en développant les transports en commun et l'intermodalité est une bonne chose. A ce titre, il est indispensable de ne pas regarder ce projet sous le seul



# Actualité de l'activité CGT

angle de la ligne de métro mais bien sur l'impact global en termes de transport pour Toulouse et sa région. A ce titre l'interconnexion avec le réseau ferroviaire est indispensable.

Le projet y répond, tout comme desservir les pôles économiques majeurs de la métropole toulousaine par transport collectif répond à une attente des salariés des secteurs concernés. Mais la CGT s'interroge sur les salariés et habitants éloignés du tracé de cette nouvelle ligne, et qui pourraient devenir les parents pauvres des accès aux transports collectifs.

En effet, répondre aux besoins immédiats des salariés sur l'ensemble de la région en termes de transport, d'éducation, de culture, d'industrie et de services publics de qualité et de proximité est une priorité.

L'attractivité de nos territoires et de nos métiers doit être valorisée partout en Occitanie.

La CGT ne pourra concevoir que l'effort financier important prévu pour la 3e ligne de métro puisse hypothéquer l'avenir d'autres projets structurants nécessaires, notamment les réponses à apporter à la problématique des « pénétrantes » dans Toulouse qui reste un sujet majeur pour la métropole Toulousaine. Y répondre donnera encore plus de sens au bien-fondé de cette ligne et de son tracé.

Afin de favoriser la fréquentation de cette nouvelle ligne, des aménagements de parkings et d'accès par les pôles d'échanges multi-modaux doivent accompagner la création de cette ligne de métro.

Dans le même sens, les horaires de la 3e ligne doivent se caler avec les horaires décalés pratiqués dans les entreprises et être adaptés aux usages de la vie toulousaine. La CGT partage la réflexion du CESER concernant la tarification unique qui soit offerte aux usagers pratiquant l'intermodalité. Par ailleurs, la CGT revendique la mise en œuvre d'une tarification incitative pour les salariés, notamment en utilisant les possibilités données par les PDE (Plan de déplacement Entreprise): l'exemple de l'accord passé au sein d'Airbus sur le site de St Eloi prenant en compte 100 % du coût de l'abonnement par l'employeur est à suivre.

La CGT partage l'avis du CESER concernant les enjeux du financement. L'avis précise que le CESER n'approuverait pas un éventuel partenariat public-privé (PPP) qui a montré ses limites dans des projets précédents.

Par ailleurs, la CGT considère que le maintien de Tisséo en régie publique est une garantie pour le financement du projet, tout en répondant à des craintes de privatisation exprimées par les salariés de la régie.

La CGT votera cet avis.



## DÉCLARATION CGT AU CESER SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES (OB) 2017

L'avis du CESER manque autant de visibilité que le rapport sur les OB proposées par la région Occitanie, qui renvoie les questions aux futurs schémas régionaux. L'avis du CESER ne se positionne pas sur les baisses structurelles des moyens de financement de la région: Etat, dotation de compensation, CVAE...

En effet, les OB devraient permettre de clarifier les intentions politiques d'interventions de la région dans les priorités qu'elle s'est fixée pour répondre aux besoins des populations.

Or le « catalogue » de bonnes intentions proposé par la région désigne comme prioritaire l'ensemble des compétences de la région et même au-delà. Le caractère pluriannuel des actions rend l'ensemble encore plus flou.

L'avis du CESER souligne un contexte économique mondial et européen très difficile, certes, mais élude totalement les responsabilités du gouvernement qui applique un budget d'austérité.

La réalité des moyens de financement est toute autre: pour la région Occitanie, il manque 500 M € par an pour assurer un niveau d'investissement répondant aux besoins sans recourir à l'emprunt, emprunt qui aggraverait le taux d'endettement de notre région qui avoisine déjà les 80 %. La région, elle-même, met en avant le risque d'étranglement des finances régionales à l'horizon 2019. Pour la CGT, il n'est plus possible à la région de continuer à limiter les dépenses de fonctionnement sans altérer les missions de service public et les conditions de travail des agents territoriaux. Les transferts de missions de l'Etat, les nouveaux lycées..., demanderont au contraire plus d'emplois et de budget de fonctionnement. Le résultat sera donc naturellement un autofinancement des investissements en baisse.

L'austérité de l'Etat sur son budget implique depuis 2014 une baisse drastique des dotations aux collectivités dont la Région: baisse de la DGF en 2017 de 40 millions €, baisse de la DCRTP de 27 millions €...

Dans un contexte où le PIB dépasse les 2000 milliards d'euros, nous rappelons à ce sujet que les dividendes versés aux actionnaires représentaient 5 % du PIB au début des années 1980 et près de 25 % aujourd'hui soit plus de 400 milliards d'euros.



Pourtant, le gouvernement prévoit de dépenser 44 milliards € pour financer le pacte de responsabilité à ces mêmes actionnaires, dispositif qui n'a toujours pas prouvé son efficacité vis-à-vis de la baisse du chômage et de la précarité. L'apport de ces milliards dans l'économie et notamment les économies locales de proximité aurait sans doute eu des conséquences plus fructueuses pour l'investissement et la relance de la consommation.

Comme le souligne l'avis du CESER, l'Etat doit rester garant de la péréquation financière entre les régions. Pour la CGT, la compétition entre régions « pauvres » ou « riches » d'ailleurs, n'est pas acceptable.

Pour faire cet avis, le CESER a manqué de temps et d'informations. Comment construire un avis sérieux et objectif en 4 jours pour 12 commissions? Comment travailler sur du concret sans que les différents schémas soient finalisés? Comment estimer les réalisations d'investissements en cours sans un point précis de l'avancé du budget 2016 et connaître ainsi les RAR (restes à réaliser) qui de fait s'imposent aux OB et BP 2017? Le CESER se grandirait en refusant de travailler sous cette contrainte au risque de déplaire. Cela garantirait la démocratie et la neutralité souvent mise en avant par les conseillers.

Pour la CGT cette situation est voulue par la région car rien ne l'empêche de mieux se préparer à une présentation des OB quelques jours plus tôt et avec plus de matière. Que de félicitations, que de bienveillances dans cet avis pour parler d'Orientation Budgétaire! Le CESER n'est pas en campagne électorale, et n'a pas besoin de flagorner! Certes, cet avis est critique sur certains sujets, certes cet avis attend de voir le Budget Primitif pour mieux appréhender la politique qui sera mise en œuvre par la région, mais pour la CGT en l'état, cet avis est largement incomplet.

Tout comme les questions d'harmonisations entre les deux ex-régions ne sont pas traitées, et renvoyées à plus tard.

En conséquence, la CGT votera contre cet avis.

# Rencontre avec...

## THOMAS PORTES



Originaire de la même ville que Jean Jaurès, Carmaux, je suis très fier d'être petit-fils de mineur. J'ai eu l'occasion de grandir dans un milieu où la politique comme le syndicalisme faisait partie de mon quotidien.

Mes premiers souvenirs de lutte remontent au mois de décembre 1995, lors des grandes manifestations contre le « Plan Juppé ». À l'époque, et avec l'accord de mon papa, j'ai fait trois semaines d'école buissonnière; préférant allègrement les barbecues et les assemblées générales aux bancs de l'école. Cette lutte restera encreée au fond de ma mémoire à tout jamais. J'en ai aujourd'hui la conviction, elle correspond à la matrice de mon engagement syndical à la CGT.

J'ai eu l'occasion de connaître mes premières luttes en tant que militant « actif » lors de mes années passées au lycée à Agen, lors de la bataille contre le CPE. Une formidable expérience, où se mêle insouciance et utopie.

Après une licence de droit, je suis rentré à la SNCF en septembre 2011. Fils de cheminot, je demeure très attaché au service public ferroviaire, c'est une des raisons principales qui m'ont poussé à intégrer cette magnifique entreprise. C'est aussi pour cela que je me suis immédiatement engagé auprès de la CGT-Cheminots afin de porter l'exigence de maintenir et développer un service public ferroviaire de qualité, sécurisé et accessible à tous.

Ayant commencé dans la région Aquitaine, je travaille à Montauban depuis janvier 2014. Je suis depuis le mois de juin membre du CHSCHAT, mandaté par la CGT-Cheminots.

Agé de 31 ans, je suis aussi engagé politiquement depuis mes années de lycées.

Si j'ai souhaité intégrer le CESER, c'est pour deux raisons. La première, porter les analyses et les propositions de la CGT sur des domaines aussi large que les transports, la recherche et l'enseignement supérieur, l'aménagement du territoire, la santé... La seconde, porter les ambitions de la CGT pour des politiques publiques au service des besoins des populations et des territoires.

## CHRISTINE SANCHEZ



Je suis tombée dans « la marmite » dès ma naissance avec l'engagement de mon père au syndicat CGT des ouvriers agricoles de l'Aude.

J'ai bien essayé le catéchisme quand j'étais enfant (en même temps c'était une obligation familiale, cela donnait du temps à ma mère pour souffler...) mais

les arguments du curé du village n'ont eu aucun effet sur moi.

Et c'est naturellement que, le jour de ma titularisation dans la fonction publique, en 1978, j'ai adhéré à la CGT auprès du secrétaire du syndicat, un ancien déporté politique à Auschwitz.

Une de mes premières préoccupations de militante a été, très vite, celle de la place des femmes, dans les luttes mais aussi et surtout dans mon organisation, et dans d'autres.

C'est la raison pour laquelle je me suis attachée, tout au long de ma vie, à poser ce problème.

En matière des droits des femmes, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'aujourd'hui, il reste encore des progrès à faire... et le plafond de verre est toujours au-dessus de nos têtes.

Réfléchir, trouver des méthodes, inventer de nouvelles formes, avoir de la fermeté et de la pédagogie, c'est le féminisme d'aujourd'hui et de demain que nous devons construire ensemble.

Mais pour cela, nous ne devons pas oublier le combat de nos aînées, car comme le disait si justement Simone de Beauvoir « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant ».

La place des femmes dans notre société, dans notre CGT est non négociable, non amendable, et l'enjeu n'est pas insurmontable.